

1.

Premier Ministre

Une fin de matinée, dans les derniers jours du mois d'août, le Général évoquant les élections à venir, me dit : « Je vous conseille de ne pas vous présenter. Votre destin est ailleurs et le gouvernement doit être extérieur aux partis. » Depuis quelques semaines, je m'interroge ; quel pourra être le Premier Ministre quand le Général sera à l'Elysée ? J'ai constaté que je suis l'un de ceux auxquels le Général peut penser. L'avis qui vient de m'être donné est un signe.

Cette première conversation n'a pas de suite. Cependant, le Général fait en sorte que je sois tenu au courant des projets relatifs à l'Algérie et me convoque à d'importants conseils restreints qu'il tient à ce sujet. Je l'accompagne à Bonn le 26 novembre, lors de la visite qu'il rend à Adenauer, deux mois après leur première entrevue à Colombey-les-Deux-Eglises. Il demande à ses collaborateurs de m'informer des mesures économiques et financières qui sont projetées pour la fin de l'année 1958.

Après les élections législatives qui suivent le vote en faveur de la Constitution, une autre conversation me retient dans son bureau à Matignon. Le Général s'interroge devant moi ou feint de s'interroger : « Sera-t-il, ne sera-t-il pas candidat à la Présidence de la République ? » Il évoque son âge, la tâche qu'il vient d'accomplir. A d'autres d'assumer la charge ! J'entre dans son jeu et réfute son argumentation. Le voyant sceptique, ou faisant semblant, je laisse parler mon cœur et ma passion. Le Général n'insiste pas mais se tournant vers moi conclut : « Et vous-même ? Il faut penser à la suite. »

La troisième conversation a lieu après son élection à la Présidence de la République. Le Général est encore à Matignon pour quelques jours et sans me dire clairement « Vous serez Premier Ministre », il m'interroge : « Avez-vous pensé au gouvernement qu'il va vous falloir former ? » Je le remercie alors et en quelques mots lui exprime mon

émotion, ma fierté en même temps que mes doutes. A quoi il me répond par deux observations : « Vous avez fait la Constitution, à vous maintenant de l'appliquer. Si vous avez des doutes, vous les effacerez en vous élevant au niveau de la fonction. » Pompidou me téléphone : je dois me considérer comme désigné dès maintenant. « Le Général m'a posé la question, ajoute-t-il, mais je n'ai pas d'ambition politique ; je suis entré dans les affaires, j'en suis sorti pour aider le Général, mais je retourne aux affaires. Votre vocation est d'assumer la suite », conclut-il.

Avec discrétion, je commence avant la fin de l'année à établir mes projets. Nul n'en sait rien autour de moi sinon ma femme et mon père que j'ai prévenus depuis septembre et Pierre Racine à qui, dans le courant de novembre, je propose de devenir mon principal collaborateur. Plus tard, j'en ferai la confiance à Maurice Pérouse, à Hubert Roussellier et Christian de la Malène. Sur ma table, deux feuillets. Sur l'un le choix des ministres. Sur l'autre, les orientations de l'action. Par tempérament je me serais volontiers entouré avant tout de collaborateurs jeunes, loyaux et ardents. Mais un chef de gouvernement n'est pas un professeur. Il est nécessaire de tenir compte de l'expérience et de la notoriété. Je me dois aussi de veiller aux convenances et d'éviter d'inutiles adversaires. Cependant je me refuse à proposer des ministères pour la galerie. A chacun doit correspondre une attribution d'Etat.

J'ai une préoccupation : il me faut un bon ministre des Finances. Je pense à François Bloch-Lainé, qui se récusé pour des raisons personnelles. Roger Goetze adopte la même attitude. L'un et l'autre, en outre, considèrent la présence de Pinay comme allant de soi après la décision qu'il a prise d'endosser la responsabilité des mesures financières et monétaires voulues par le Général. C'est la conclusion à laquelle j'aboutis après y avoir de nouveau réfléchi, mais je souhaite aussi un jeune dont les conceptions économiques puissent s'inspirer des miennes. J'invite Pinay et Giscard d'Estaing à déjeuner et sans rien dévoiler des perspectives, nous parlons tous trois de la politique financière à suivre. Je me propose de confier à Jean-Marcel Jeanneney le ministère de l'Industrie et du Commerce ; je veux qu'il prenne en charge le développement industriel de la France. Il accepte et me demande peu après de recevoir celui dont il entend faire son premier collaborateur. C'est ainsi que je fais connaissance de Raymond Barre. Je tiens à disposer d'un homme compétent et sûr afin de mener, au bénéfice de l'Etat, une politique raisonnable de la fonction publique. Pierre Chatenet accepte l'offre que je lui fais. C'est un ami dont je connais la priorité qu'il donne au service de l'Etat et à qui je pourrai toujours me confier. Je pense à Edmond Michelet pour me succéder et un soir je lui laisse entendre que sa fidélité envers le Général et l'estime qui l'entoure justifient ce choix. Je m'en tiens là par crainte des bavardages.

Le Général quitte l'hôtel de Matignon le 7 janvier 1959 dans l'après-midi. Les journées d'hiver sont courtes : la nuit est déjà tombée quand à

mon tour je quitte la place Vendôme. Avant de franchir la porte de la Chancellerie, j'ai serré la main des directeurs du ministère et les ai remerciés de leur concours. La nouvelle n'est pas encore publique mais elle a filtré. Je serai demain le Premier Ministre. Rue de Varenne, Pompidou et Guichard m'attendent. Nous sommes tous trois également émus. Dans le bureau qui fut celui du Général pendant les six mois qui viennent de s'écouler et qui est désormais le mien, je reste seul avec Pompidou. Il me parle d'abord de quelques dossiers en instance puis des collaborateurs du Général qui ne le suivent pas à l'Élysée et qu'il me recommande. Sans m'interroger sur mes intentions, il me parle des rapports qu'il a entretenus avec différents ministres. Il me remet une somme d'argent prélevée sur les fonds particuliers que l'on appelle secrets : « Vous aurez des frais importants au cours des premières semaines et je sais que vous ne vous rembourserez pas... » Il me quitte. Je me retrouve seul.

Le lendemain 8 janvier, dans le grand salon de l'Élysée, au centre d'un cercle formé par les membres du gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale, les Corps constitués civils, militaires et judiciaires, après que René Cassin ait donné lecture des résultats du scrutin du 21 décembre, le Président Coty remet au général de Gaulle le Grand Cordon de la Légion d'Honneur symbolisant ainsi la passation des pouvoirs entre la IV^e et la V^e République. « Depuis qu'à Paris, voici mille ans, la France a pris son nom et l'État sa fonction... » Les propos du Général enracinés dans le passé font appel au concours de tous pour réaliser demain les espérances dont la lumière se lève à l'horizon. Il me semble une nouvelle fois que le destin me comble. Un an auparavant, qui aurait pu imaginer cette cérémonie ? Qui aurait pu penser que « le premier des Français puisse redevenir le premier en France ? ». La phrase du Président Coty, à juste titre, est restée dans l'Histoire. Des présents, certes, je ne suis pas le seul à avoir espéré ce jour mais aucun, me semble-t-il, ne s'est dévoué comme je l'ai fait afin que ce jour vienne. « La foi qui n'agit pas, est-ce une foi sincère ? » Les événements sont venus à la rencontre de ma foi. Ils ont tranché. A la fin de la cérémonie, le général de Gaulle s'en va vers l'Arc de Triomphe, côte à côte avec le Président Coty.

Je n'ai pas le temps de rêver longtemps à mon destin. Je suis bientôt appelé à l'Élysée. En attendant que son bureau au premier étage soit aménagé, le Général s'est installé pour quelques heures dans une petite pièce. L'Élysée visiblement ne lui plaît pas. Il n'y retrouve pas l'Histoire de France. Il me lit le communiqué qu'il a rédigé de sa main et où, en vertu de la Constitution, il me nomme Premier Ministre. Son visage est d'une particulière gravité. Il ajoute : « Je tiens à Couve : je vous demande de le garder. Je vous fais la même demande pour Guillaumat. Il vous sera utile de garder Malraux. Taillez pour lui un ministère, par exemple, un regroupement de services que vous pourrez

appeler " Affaires culturelles ". Malraux donnera du relief à votre gouvernement. Enfin il me semble — mais c'est à vous d'en juger — que vous avez intérêt à garder Pinay. C'est un nom. On lui fait confiance. » Puis il ajoute : « Et vous, avez-vous des noms ? » Je lui parle de Jeanneney, de Frey, de Chatenet, de Bouulloche, celui-ci pour l'Education nationale, de Triboulet, de Maurice-Bokanowski. Il acquiesce. Toutefois, j'ai droit à cette réflexion : « Ne prenez pas trop d'amis personnels. Moi-même... » Il me cite quelques noms qu'il a écartés en 1945 et en 1958. Je le rassure mais lui arrache l'ombre d'un sourire en ajoutant que je ne veux pas pénaliser outre mesure les gaullistes chevronnés.

Nous parlons de Soustelle : « Ne le prenez pas, me dit le Général, il est devenu un adversaire et il ne nous fera que des ennuis. » Je plaide sa cause. « Soustelle a été un de vos fidèles ; il peut le redevenir, ne l'écartons pas. » Le Général n'est pas convaincu : « Que lui donnerez-vous à faire ? L'Algérie relève du Premier Ministre et vous n'aurez affaire à ce sujet qu'à moi. — Je peux pour Soustelle constituer un ministère de l'Outre-Mer français : le Sahara et les départements et territoires. » Après quelques minutes de discussion, le Général conclut : « Soit ! A vos risques et périls. »

J'évoque devant le Général ma volonté d'inclure au moins une femme dans le gouvernement. Le Général ne dit ni oui ni non et me demande laquelle ? J'ai réfléchi et je propose Nefissa Sid Cara. Elle est la sœur d'un député de l'Algérie dont la IV^e République a fait un ministre. Elle vient elle-même d'être élue député d'Alger banlieue. Elle sera le symbole d'une transformation et d'une promotion que nous souhaitons pour la société algérienne. Le Général estime curieuse mon initiative mais n'insiste pas. « Si vous me la proposez, j'accepterai. »

La journée n'est pas achevée que le Général s'impatiente. « Je n'ai pas encore vos propositions. » J'avais réfléchi au cours des dernières semaines, mais gardé une discrétion nécessaire. Je demande donc un répit de quelques heures.

Je me devais d'avoir deux conversations préalables avec Guy Mollet et Pierre Pflimlin qui ont décidé l'un et l'autre de se retirer du gouvernement. Guy Mollet s'est installé dans le petit hôtel qui se trouve face à Matignon de l'autre côté de la rue de Varenne et au fond de la cour. Il estime que son parti, après l'échec subi aux élections, ne peut se maintenir au gouvernement. « Ne demandez ni à Lejeune, ni à Thomas, je sais que vous les estimez mais il ne faut pas les tenter, surtout Lejeune. » Comme je lui parle de Bouulloche, il me répond : « Son maintien au gouvernement ne me posera pas de problèmes. » Puis il me présente ses vœux, en se félicitant des rapports qui ont été les nôtres : « J'ai appris à vous connaître. — Et moi de même », dis-je. Nous parlons un long moment de l'Algérie. « Un jour ou l'autre il faudra négocier. — En position de force » est ma réponse. Avant de

partir, il ajoute : « Croyez-en mon expérience. N'acceptez aucun dîner en ville. Si l'on vous voit dans une ambassade, il vous faudra aller dans toutes. » Nous nous quittons sur une bonne poignée de mains. Avec Pierre Pflimlin, la conversation est très différente : « Je veux me consacrer à Strasbourg », me déclare-t-il d'emblée. Nos relations dans la première partie de l'année 1958 avaient été mauvaises. Pflimlin avait tenté d'éviter le retour du général de Gaulle avant de se rallier à cette solution. Il m'avait trouvé au travers de sa route et avec violence. Malgré nos franches conversations sur la Constitution — je l'ai parfois consulté et lui-même est venu me faire part de ses réflexions — il garde le souvenir (et moi tout autant) de nos altercations de mai 58 ; il n'a pas oublié non plus mes vigoureuses positions contre le projet de la « C.E.D. ». « Vous avez une bonne plume de polémiste » m'avait-il dit un jour. « Uniquement au service des bonnes causes », avais-je répondu. Que ce soit pour des motifs personnels ou pour d'autres, il oppose un refus délibéré à mes propositions. Nous parlons alors des hommes qui, au sein des « démocrates populaires », seraient susceptibles de demeurer ou d'accéder au gouvernement. Il m'interroge sur mes intentions à l'égard de Bidault et me donne quelques noms. C'est à lui que je dois d'avoir choisi Fontanet qui deviendra un ami.

Je reçois Félix Houphouët-Boigny dont je souhaite qu'il accepte de demeurer ministre d'Etat. Il est heureux d'apprendre qu'il sera le seul membre du gouvernement d'origine africaine. Il me donne son adhésion en des termes qui me touchent.

Je reçois Antoine Pinay. Tout me sépare de lui, hors la sympathie sincère que j'éprouve pour cet homme simple et sans affectation. Au service du Général et de la France, il a mis son renom qui est grand. Dès lors, pourquoi évoquer le passé qui nous a opposés ? Nous parlons finances et nous tombons aisément d'accord sur la nécessité d'un retour à l'équilibre budgétaire, première condition du redressement économique. Il accepte Valéry Giscard d'Estaing comme Secrétaire d'Etat. Il me demande d'agréer Max Fléchet. De ce chef d'entreprise devenu sénateur de son département d'origine, la Loire, j'ai apprécié le goût des affaires publiques. Il aura en charge les échanges commerciaux.

La conversation avec Couve de Murville et avec Guillaumat est brève : l'un et l'autre ne doutent pas de la confiance du Général et, à juste titre, en sont fiers. Couve ajoute quelques mots amicaux : « Il était dans la nature des choses que vous fussiez Premier Ministre. »

Je reçois Jacques Soustelle visiblement de mauvaise humeur. A défaut d'être Premier Ministre, il souhaite un ministère de l'Algérie et me précise : « Mes amis ne comprendront pas que j'entre au gouvernement sans avoir la charge de l'Algérie. » Je développe longuement mes propositions : le nommer ministre délégué auprès du Premier Ministre, c'est-à-dire le second ; ses attributions comprendront tout ce qui

constitue l'Outre-Mer français. J'y ajoute le Sahara et l'énergie atomique. L'Algérie ne peut que dépendre directement du Général et du Premier Ministre. Il demande à réfléchir et reviendra quelques heures plus tard m'apporter son acceptation.

Je reçois André Malraux. Nous évoquons rapidement quelques souvenirs, notamment en 1945 notre arrivée à peu près à la même date au cabinet du Général. Malraux me paraît plus nerveux qu'à l'ordinaire. A-t-il vraiment, comme certains le laissent entendre, souhaité devenir le Premier Ministre du général de Gaulle ? Les paroles qu'il prononce sont celles que l'on attend d'un ami sincère. Il sera ministre d'Etat en attendant que je constitue le nouveau ministère des Affaires culturelles. J'entends me donner quelques semaines avant d'en dessiner les contours et d'en définir les structures.

Promotion méritée, je propose le ministère de l'Information à Roger Frey, le fidèle, intelligent et inlassable animateur de tant de bons combats.

Par acquit de conscience, je demande à Bothereau, Secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière. L'année précédente, il a courageusement affirmé que le général de Gaulle était un démocrate. Bothereau, comme je le prévoyais, décline l'offre que je lui fais et me déconseille toute autre du même genre à quelque syndicaliste que ce soit, fût-ce André Lafont, patriote engagé, auquel effectivement je pouvais penser. L'indépendance syndicale ne doit, me dit-il, souffrir aucune exception. En mon for intérieur je regrette cette rigidité. Le syndicalisme est une voie de promotion qu'il serait parfois utile d'ouvrir sur l'extérieur. Mais je m'incline devant la règle.

Je reçois ensuite les ministres que j'entends garder, ceux que j'écarte et les nouveaux que je souhaite proposer au Général. E. Pelletier, ministre de l'Intérieur, comprend mal son départ. Berthoin même pour l'Intérieur, hésite à quitter l'Education nationale. Bouloche à qui je propose le ministère s'inquiète de mes projets sur l'enseignement privé. Bacon n'a pas été réélu : Griotteray l'a emporté sur lui. Mais j'ai tant apprécié sa compétence et sa loyauté que je souhaite qu'il garde le ministère du Travail. A l'avance, le Général m'a donné son accord. Jacquinet reste ministre d'Etat et Lecourt le devient. Je connais Jacquinet depuis plusieurs années ; c'est un parlementaire qui a toujours su placer les intérêts de la nation au premier rang et sa fidélité au général de Gaulle a été constante. Je n'avais plus revu Lecourt depuis ce jour de juin 1958 où, place Vendôme, il m'a passé « ses pouvoirs » qui, dans les mains de l'avant-dernier gouvernement de la IV^e, étaient bien théoriques. Sans représenter les indépendants ni le Mouvement des Républicains Populaires, Jacquinet et Lecourt apparaissent comme les garants de la « majorité ». Buron, Chenot, Houdet, Sudreau, conservent chacun le ministère que le Général leur a confié : Travaux publics, Santé, Agriculture, Urbanisme et Construction.

Triboulet se satisfait des Anciens Combattants qu'il accepte comme première étape. Cornut-Gentille dont le ministère disparaît du fait de la nouvelle Communauté, est réticent devant les Postes et Télécommunications : il avait l'ambition de devenir Ministre de l'Intérieur. Valéry Giscard d'Estaing souhaite être désigné comme Secrétaire d'Etat aux Finances et non simplement au Budget. Avec lui-même, Michel Maurice-Bokanowski, Joseph Fontanet, Pierre Chatenet, ces Secrétaires d'Etat sont les premiers représentants d'une nouvelle génération dont je me promets au cours des mois suivants d'augmenter le nombre.

Surgit une difficulté de dernière heure à laquelle je ne m'attendais pas. Diverses personnalités, au moins deux à ma connaissance, qui avaient sollicité le Général s'étaient vu répondre qu'il ne pouvait accepter leur demande d'un ministère que si je présentais leur nom à sa signature. Ce qu'après réflexion je décide de ne pas faire ; par son silence, le Général m'approuve.

Le 9 janvier 1959 paraît ma nomination officielle suivie de celle des membres du gouvernement. Je ne signe aucune démission en blanc. Cette précision est nécessaire parce que, malgré les démentis, une légende provoque de nombreux commentaires. Pas plus que moi-même, Pompidou en 1962, ni Couve de Murville en 1968, n'ont signé une démission en blanc. Cependant en juin 1968, après la dissolution de l'Assemblée, le Général soucieux de ne constituer un gouvernement qu'à titre provisoire et sachant déjà qu'il changerait de Premier Ministre au lendemain de la consultation électorale, a demandé à Georges Pompidou, cas unique, une démission en blanc. Il voulait ainsi éviter quelques semaines plus tard, d'éventuelles difficultés qu'en aucun cas Pompidou ne lui aurait faites.

*
**

Le 10 janvier, a lieu à l'Elysée une seconde cérémonie officielle : la présentation du gouvernement. Les photographes sont présents. En partie pour rompre avec la trop traditionnelle image des ministères de la III^e et de la IV^e République photographiés sur le perron de l'Elysée — en partie parce que le général de Gaulle estime qu'il convient de donner tout de suite une impression de durée — « l'escalier, c'est déjà la sortie » — les prises de vue auront lieu à l'intérieur.

Après la cérémonie, alors que je monte à ses côtés l'escalier qui mène au premier étage, le Général comme se parlant à lui-même me dit : « Je ne resterai pas ici ! » Il entre dans son bureau : « Ce soir je retourne à Colombey et vous prendrez la suite. » Vite revenu de ma surprise, j'engage le dialogue : « Vous ne pouvez partir. Les Français ne comprendraient pas... la France a besoin de vous. Songez à votre image dans l'Histoire. » Alors qu'il prend place à son bureau, je m'assieds en face de lui et développe mes arguments. Il maintient son

propos : « Je ne pourrai pas faire ce que je veux, il est trop tard. » Il se lève et marche. Il va vers la fenêtre, soulève le rideau de tulle pour mieux regarder le jardin, ou faire semblant. Il se sent prisonnier, non seulement dans ce palais mais dans les institutions. De nouveau il doit penser au temps de la France libre où il n'avait de comptes à rendre à personne. Et l'Algérie... Qui l'aidera à résoudre cette grande affaire ? Dans les propos que je lui tiens, je mêle ma raison et mon cœur, la réalité d'aujourd'hui et l'espérance de demain, l'appel du peuple et les exigences de l'Histoire. Il m'écoute, me semble-t-il, mais ne me répond pas. Le temps est venu de le laisser seul. Avant de prendre congé, je lui demande un rendez-vous pour la fin de la journée. « Quand vous voudrez. — Je reviendrai vers dix-sept heures. »

De retour à Matignon, je téléphone à Pompidou qui a repris ses fonctions à la banque. « Vous avez vécu dans l'intimité du Général et j'ai besoin de savoir comment me comporter — C'est urgent ? — Oui. » Il arrive aussitôt et, après mon bref récit, partage mon émotion. « Le Général, de lui-même, remontera la pente, me déclare-t-il. Vous avez bien fait de ne pas insister et de prendre rendez-vous. Ce soir, s'il ne vous dit rien, parlez des affaires courantes. » A l'heure dite, je revois le Général qui, effectivement, ne me parle plus de son départ. Je lui expose mes intentions pour ce qui concerne le gouvernement et j'évoque quelques grandes affaires, notamment, malgré la guerre d'Algérie, la renaissance de notre capacité militaire.

Dans ses *Mémoires d'espoir*, à la fin du chapitre sur les institutions, il est deux paragraphes où le Général, comme il se doit, transcende les sentiments dont ce jour-là il m'a brièvement fait part. « C'est en un temps de toutes parts sollicité par la médiocrité que je devrai agir pour la grandeur. Et pourtant, il faut le faire... Mon devoir est donc tracé et pour aussi longtemps que le peuple voudra me suivre. »